

TAHALIL JOUSSOUR

PRESENTATION	DANS CE NUMÉRO :						
<p>La Tunisie est entrée avec la révolution dans une transition politique et vit de ce fait et sans conteste une période charnière de son existence. Elle n'est pas la seule nation à vivre une telle expérience dont on sait qu'elle est à la fois une période de grande fragilité mais aussi de nombreux espoirs.</p> <p>Ces expériences passées nous apprennent qu'une transition bien gérée peut conduire à un bond qualitatif à tous les niveaux (économique, social et culturel) mais qu'au contraire une transition mal gérée peut conduire au désespoir de l'opinion publique pouvant alimenter une dérive populiste ou provoquer un retour à l'autoritarisme.</p> <p>La Tunisie traverse cependant une période de flottement dangereux qui perdure. Elle ne progresse pas assez par rapport à ses ambitions et son potentiel.</p> <p>Le pays n'arrive toujours pas à s'affranchir des anciens modèles que ce soit sur le plan économique et social ou sur le plan politique et de la</p>	<p>gouvernance.</p> <p>Ce blocage creuse la fracture sociale et exaspère l'existence absurde et révoltante de deux Tunisie.</p> <p>Par ailleurs, le pays demeure confronté à deux défis stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Briser la dynamique de la corruption qui gagne du terrain et gangrène l'ensemble du système; - Mettre en place une approche nationale pour faire face aux bouleversements stratégiques de la donne géopolitique. <p>Des choix politiques s'imposent. Les politiques tardent à l'assumer, les dangers guettent le pays, l'impatience et la déception gagnent du terrain et le temps commence à jouer contre nous.</p> <p>Joussour contribuera par une lecture des faits saillants sous l'angle de ce diagnostic à détecter les failles et mettre en relief les avancées qui poussent vers le déblocage de la transition.</p>						
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;">PRESENTATION</td> <td style="text-align: center; padding: 5px;">P . 1</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Enchevêtrement des problématiques et responsabilité particulière des trois présidents</td> <td style="text-align: center; padding: 5px;">P . 1</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Pour des réponses claires et courageuses à « l'équation tunisienne » dans un cadre institutionnalisé</td> <td style="text-align: center; padding: 5px;">P . 2</td> </tr> </table>	PRESENTATION	P . 1	Enchevêtrement des problématiques et responsabilité particulière des trois présidents	P . 1	Pour des réponses claires et courageuses à « l'équation tunisienne » dans un cadre institutionnalisé	P . 2
PRESENTATION	P . 1						
Enchevêtrement des problématiques et responsabilité particulière des trois présidents	P . 1						
Pour des réponses claires et courageuses à « l'équation tunisienne » dans un cadre institutionnalisé	P . 2						

Enchevêtrement des problématiques et responsabilité particulière des trois présidents

Au-delà des évolutions de la crise actuelle et de son analyse, il faut déjà se demander dans quelle équation du temps politique et historique elle se situe.

S'agit-il d'une étape parmi d'autres dans l'équation révolutionnaire du pays, expliquant qu'après le temps des textes et des alternances est venu le temps du renouvellement des élites politiques et des gouvernances ?

Ou s'agit-il d'une crise similaire à celles vécues dans nombre de pays qui tous ont subi de plein fouet le bouleversement accéléré du monde et l'entrée fracassante de nouvelles formes de populisme conjuguée à une grande évolution des technologies de l'information et à la prolifération des médias et des réseaux sociaux ?

Ou s'agit-il enfin d'une énième et banale lutte de pouvoir,

un énième et banal choc des égos de politiciens en quête de pouvoir ?

Il y a probablement de tout cela à la fois; et plusieurs angles de lecture se complètent probablement. car il y a, en tout état de cause, dans la crise actuelle, un enchevêtrement de problématiques internationales, régionales, nationales, partisans, idéologiques, sans parler de la lutte incessante de pouvoir et des nouveaux problèmes sanitaires ou autres qui viennent parfois se greffer et amplifier l'écho et l'enchevêtrement des problématiques.

Les différents angles de lecture sont pléthoriques dans les médias et autres sources d'analyse de cette situation compliquée.

Nous mettrons l'accent sur un angle important : La « responsabilité particulière des trois premiers responsables de l'Etat ». Il nous paraît de plus en plus clair que les principaux acteurs politiques du pays ne se sont pas hissés à la hauteur de la situation et n'ont pas, au mieux, les moyens de résoudre la crise, et au pire, la volonté d'y attacher l'importance nécessaire, s'ils n'en sont pas eux-mêmes les instigateurs passifs ou actifs.

Les « trois présidents » sont les premiers responsables de cette situation de par l'importance des rôles qu'ils occupent. Ils en sont les premiers coupables du fait de l'ambiguïté de leurs postures.

1) Le Président de la République

L'ambiguïté provient principalement du fait qu'il alterne tour à tour en fonction des événements sur deux tableaux : le candidat antisystème qui remet en cause tout à commencer par la constitution actuelle, et le Président garant de la constitution et qui rappelle la primauté du rôle que lui confère cette dernière.

Cette ambiguïté doit prendre fin par la proposition de sa part, et dans le cadre constitutionnel établi, d'une vision et d'idées cohérentes dans le sens de ce qu'il propose comme changements. Il se doit de nous les proposer clairement, quelles qu'elles soient et fussent-elles en contradiction avec le texte et l'esprit de la constitution. Il doit assumer avec courage sa posture et nous expliquer clairement sa vision et nous convaincre dans ce prolongement qu'il a les moyens des bouleversements qu'il semble vouloir provoquer.

Cette ambiguïté doit aussi prendre fin une fois pour toutes en jouant pleinement son rôle constitutionnel de Président de tous les tunisiens, de défendre clairement la constitution et les institutions et de respecter les rôles, les limites et les prérogatives de chaque institution et notamment celles de la présidence, celles du parlement et celles du gouvernement. Cela implique aussi qu'il cesse dans ses discours et dans ses actes, de monter dangereusement les tunisiens les uns contre les autres.

2) le Président de l'Assemblée des Représentants du Peuple :

Pour des réponses claires et courageuses à « l'équation tunisienne » dans un cadre institutionnalisé

Ces postures et schémas tactiques finissent par structurer la scène politique sous un angle purement politicien et donc loin de tout débat politique apaisé et constructif sur des questions très importantes : blocage politique et son rapport avec le système politique et la constitution, interférences et complots extérieurs contre la démocratie tunisienne, positionnement par rapport au conflit libyen, complots internes recourant à la rue et au chaos, débat sur la légalité versus la légitimité, et par-dessus tout comment répondre aux attentes des tunisiens.

Pour le faire, deux conditions doivent être réunies :

Il entretient lui aussi l'ambiguïté entre deux postures, ce qui fait mal au pays :

Cette ambiguïté provient de l'amalgame entretenu entre sa responsabilité de président du parlement et celle de chef d'un parti.

Cette ambiguïté doit prendre fin en jouant son rôle de Président de l'ARP tel que l'exige la séparation des genres et l'esprit de la République. A la tête de l'institution la plus centrale de l'édifice démocratique, il doit démontrer qu'il respecte l'esprit de la république et de la démocratie qui s'applique à tous. Il ne doit pas entretenir un amalgame entre les deux fonctions qui le pousse à empiéter sur les prérogatives du président de la République notamment dans le domaine de la politique étrangère et sur celles du Chef du gouvernement.

3) Le Chef du Gouvernement :

A son niveau également l'ambiguïté est de mise. Son ambivalence entre deux postures, celle de Chef du gouvernement et celle de Premier ministre, fait du mal au pays.

Cette ambiguïté doit prendre fin en assumant clairement la fonction que lui confère la constitution et qui en fait le chef de la majorité et le premier responsable qui conduit l'action du gouvernement et prend ses responsabilités devant le parlement comme chef du gouvernement. Il doit également, défendre ses prérogatives contre l'empiètement régulier exercé dessus par le Président de la République.

Par l'entretien tactique et politicien de ces trois ambiguïtés et par l'image qu'ils renvoient tous trois d'un manque certain de courage politique nécessaire pour assumer des choix clairs, les trois présidents se rendent directement responsables de conduire le pays dans des espaces de grands dangers.

De par leurs ambiguïtés entretenues, ils sapent l'autorité de l'Etat, fragilisent la constitution et ses institutions et rendent encore plus floue et incompréhensible la lecture par l'opinion publique de la situation du pays ce qui alimente le rejet du politique en général.

1- Apporter des réponses claires et courageuses à « l'équation tunisienne » loin des manœuvres politiciennes irresponsables.

2- Inscrire le débat national dans un cadre institutionnalisé.

L'équation tunisienne : revenir à l'essentiel

Pour quitter les logiques de messages, concepts et récits s'inscrivant dans une banale lutte de pouvoir sans vision et dans une manipulation politicienne de l'opinion publique et surtout pour recréer l'espoir, un véritable débat d'idées apaisé doit s'imposer au plus vite.

Il est en effet légitime, de la part de l'opinion publique, d'attendre des responsables du pays et de la classe politique en général des réponses claires à l'équation tunisienne qui doit répartir des réalités historiques, géographiques, démographiques et autres du pays et qui ne peut s'articuler que comme une « réponse aux défis malgré les contraintes ».

Plus précisément :

Comment répondre aux défis bien connus du pays que sont :

- * la conception d'un modèle économique plus égalitaire,
- * la réforme de l'Etat,
- * la mise en place des institutions constitutionnelles et à leur tête la Cour Constitutionnelle,
- * le raffermissement de notre souveraineté notamment à travers une orientation cohérente de notre politique étrangère.

Et ce, sous la contrainte des menaces que sont les tentatives de déstabilisation extérieure et intérieure, un environnement géopolitique instable et incertain, le terrorisme, les menaces sanitaires et écologiques, etc.

Il est donc nécessaire de reposer cette dernière équation et cesser de se contenter de rappeler uniquement les menaces en les transformant en défis à affronter en tant que tels et ce, en reportant indéfiniment la nécessité d'affronter les véritables défis par incompetence et par absence de vision.

Inscrire le débat national dans un cadre institutionnalisé

En ces temps de doutes et de crise, il est primordial de

rappeler ce à quoi servent les institutions, ce qu'elles permettent de faire, et d'éviter :

- * Assurer une représentation des différentes composantes de la population,
- * Garantir une participation inclusive des différentes franges de la population,
- * Garder le débat et les querelles dans le champ du politique,
- * Etre avant tout des espaces d'échanges et de querelles « civilisées »,
- * Etre un moyen d'absorber les chocs,
- * Etc.

Il est primordial que les institutions démocratiquement élues soient à l'écoute de la rue et intègrent ses doléances dans ses communications et programmes. Il en va du renforcement de la légitimité de ces institutions.

Mais que des institutions cherchent à manipuler ces mouvements de la rue ou à en être les instigatrices est un exercice extrêmement périlleux en démocratie. Il ne renforce pas la légitimité des institutions mais menace de saper leur légalité.

Ainsi le principe de responsabilité impose de ne pas jouer avec le feu, car le pays et les institutions, toutes les institutions, risquent alors d'être débordées par la rue.

L'inquiétude est réellement de mise car nous avons affaire à une pléthore d'apprentis sorciers qui ne savent pas que le recours à la rue dans un tel contexte est comme celui à une guerre, que l'on sait comment la déclencher, mais jamais quand et comment y mettre fin.